

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

6 JUILLET 2006

**Projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et aux Annexes, faits à Prüm le 27 mai 2005**

## RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET  
DE LA DÉFENSE  
PAR  
MMES de **BETHUNE ET**  
**VAN de CASTEELE**

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

6 JULI 2006

**Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Oostenrijk inzake de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie, en met de Bijlagen, gedaan te Prüm op 27 mei 2005**

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN  
VOOR DE LANDSVERDEDIGING  
UITGEBRACHT DOOR  
DE DAMES de **BETHUNE EN**  
**VAN de CASTEELE**

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

**Président / Voorzitter :** François Roelants du Vivier.

### Membres / Leden :

SP.A-SPIRIT	Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan, Lionel Vandenberghe.
VLD	Margriet Hermans, Annemie Van de Casteele, Paul Wille.
PS	Jean Cornil, Pierre Galand, Olga Zrihen.
MR	Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.
CD&V	Sabine de Bethune, Erika Thijs.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder, Karim Van Overmeire.
CDH	Christian Brotcorne.

### Suppléants / Plaatsvervangers :

Mimount Bousakla, Jacinta De Roeck, Bart Martens, Fauzaya Talhaoui.  
Pierre Chevalier, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven, Luc Willems.  
Jean-Marie Happart, Joëlle Kapompolé, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux.  
Jihane Annane, Jean-Marie Cheffert, Berni Collas, Christine Defraigne.  
Wouter Beke, Luc Van den Brande, Marc Van Peel.  
Yves Buysse, Joris Van Hauthem, Wim Verreycken.  
Francis Delpérée, Clotilde Nyssens.

*Voir :*

**Documents du Sénat :**

**3-1746 - 2005/2006 :**

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Amendements.

*Zie :*

**Stukken van de Senaat :**

**3-1746 - 2005/2006 :**

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

## I. INTRODUCTION

La commission a examiné le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 20 et 27 juin et 4 juillet 2006.

## II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. DEWAELE, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Le 27 mai 2005, le ministre a signé à Prüm, avec ses homologues de l'Intérieur et de la Justice d'Allemagne, d'Espagne, de France, du Luxembourg, des Pays-Bas et d'Autriche, un traité visant à approfondir la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale.

Sur le plan de la police et de la sécurité, la Belgique connaît une longue tradition de collaboration avec ses voisins. Notre pays a en son temps joué un rôle important dans l'élaboration de l'Accord de Schengen relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières intérieures communes. Sur la base des possibilités de la convention d'application de l'accord de Schengen, notre pays a conclu au cours des dernières années des traités de coopération policière avec l'Allemagne et la France. De même, le Traité Benelux du 8 juin 2004 en matière d'intervention policière transfrontalière doit être perçu à la lumière de ce qui précède.

Le Traité de Prüm constitue une nouvelle étape dans le sens de l'intensification de la coopération en matière de police, de sécurité et de lutte contre la migration illégale avec les pays qui nous entourent et leurs voisins.

Pourquoi un traité en matière de lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale ?

L'origine du Traité de Prüm remonte à la convention d'application de l'accord de Schengen, qui date déjà de 1990. Cette convention contenait notamment des mesures en matière de contrôle aux frontières extérieures et de criminalité transfrontalière en compensation de la suppression des frontières intérieures.

Si l'intitulé du traité en discussion contient les mots terrorisme, criminalité transfrontalière et migration illégale, ce n'est pas parce que l'on veut faire un amalgame entre les trois phénomènes ni parce que l'on est persuadé qu'ils sont étroitement liés. Il s'agit certes de trois phénomènes qui sont transfrontaliers par nature et qui, dès lors que les contrôles aux frontières internes de l'Union ont disparu, ne peuvent être combattus efficacement que dans la mesure où les

## I. INLEIDING

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 20 en 27 juni en 4 juli 2006.

## II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER DEWAELE, MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Op 27 mei 2005 heeft de minister, samen met zijn collega's van Binnenlandse Zaken en Justitie van Duitsland, Spanje, Frankrijk, Luxemburg, Nederland en Oostenrijk, te Prüm een verdrag ondertekend met het oog op de intensivering van de grensoverschrijdende samenwerking, in het bijzonder ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie.

België kent een lange traditie van samenwerking op het vlak van politie en veiligheid met zijn buurlanden. Ons land heeft destijds een belangrijke rol gespeeld bij het tot stand brengen van het Schengenverdrag betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke binnengrenzen. Op basis van de mogelijkheden van de Schengenuitvoeringsovereenkomst heeft ons land de voorbije jaren verdragen inzake politietsamenwerking afgesloten met Duitsland en Frankrijk. Ook het Benelux verdrag inzake grensoverschrijdend politioptreden van 8 juni 2004 moet in dit licht gezien worden.

Het Verdrag van Prüm is een nieuwe stap in de richting van een intensievere samenwerking op het vlak van politie, veiligheid en de strijd tegen de illegale migratie met de ons omringende landen en hun buurlanden.

Waarom een verdrag ter bestrijding van het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie ?

De oorsprong van het Verdrag van Prüm kan gezocht worden in de Schengen Uitvoeringsovereenkomst die reeds van 1990 dateert. Deze overeenkomst bevatte onder andere maatregelen inzake de controle aan de buitengrenzen en grensoverschrijdende criminaliteit ter compensatie voor het afschaffen van de binnengrenzen.

Als de overeenkomst zowel terrorisme, grensoverschrijdende criminaliteit en illegale immigratie in de titel voert, dan is dit dus niet om van deze drie fenomenen een amalgaan te maken of omdat hier een overtuiging zou achterzitten dat deze nauw verweven zijn. Het zijn wel drie fenomenen die van nature grensoverschrijdend zijn en die, omdat de controles aan de interne grenzen van de Unie zijn weggefallen, enkel succesvol bestreden kunnen worden indien de

États membres, et en particulier les pays limitrophes, disposent des instruments nécessaires pour pouvoir mener contre eux une lutte commune et transfrontalière.

D'ailleurs, dans le contexte de l'Union européenne aussi, ces trois phénomènes sont cités régulièrement de concert (ce fut encore le cas récemment, lors du dernier Conseil européen en date), étant donné qu'ils représentent trois défis communs à tous les États membres de l'Union.

Pourquoi a-t-on opté pour une coopération entre un nombre limité de pays ?

Le moteur des négociations de ce traité est l'Allemagne, dont l'intention était d'élaborer, dans la tradition des acquis de Schengen, un instrument qui insufflerait à l'Union européenne une dynamique nouvelle en matière de collaboration policière entre les États voisins. On a choisi à cet égard, dans un premier temps, de collaborer avec des pays qui avaient déjà une tradition bien ancrée dans le domaine de la collaboration policière transfrontalière et qui, en outre, constituaient géographiquement un bloc d'un seul tenant. Initialement, on avait pensé à l'Allemagne, à l'Autriche, à la France et aux pays du Benelux. La France se désista toutefois dans un premier temps avant de manifester, au terme des négociations, son intention de signer malgré tout le traité. L'Espagne aussi a cosigné le traité en tant que septième partenaire.

Pour la Belgique, cela signifie concrètement que les pays voisins, avec lesquels la coopération est la plus indispensable, sont parties au traité.

Celui-ci prévoit néanmoins que tous les États membres de l'Union européenne peuvent y adhérer. Plusieurs d'entre eux se sont d'ailleurs déjà montrés intéressés, notamment l'Italie et la Finlande, mais d'autres pays aussi, comme le Royaume-Uni.

Pourquoi négocier au niveau intergouvernemental et non pas dans le cadre de l'Union européenne ?

En négociant avec un nombre limité de pays, nous sommes parvenus, à court terme, à obtenir de très bons résultats. Ceux-ci offrent à nos services de nouvelles possibilités très efficaces dans la lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme et, dans une moindre mesure, contre l'immigration illégale.

La prise de décision dans le domaine de la Justice et des Affaires Intérieures, au sein de l'Union européenne, se déroule très difficilement. La règle de l'unanimité complique cette prise de décisions et donne souvent lieu à des compromis très imparfaits, qui impliquent parfois des progrès limités.

Par ce traité, les négociateurs ont, dès le début, voulu jouer un rôle de précurseur pour la coopération européenne. Le traité se fonde d'ailleurs sur les

lidstaten, en in het bijzonder de buurlanden, over de nodige instrumenten beschikken om deze gezamenlijk en grensoverschrijdend te bestrijden.

Ook in de context van de Europese Unie worden deze drie fenomenen overigens geregeld in één adem genoemd (bijvoorbeeld nog naar aanleiding van de laatste Europese Raad); het zijn immers drie gemeenschappelijke uitdagingen voor alle landen binnen de Unie.

Waarom werd geopteerd voor een samenwerking tussen een beperkt aantal landen ?

Duitsland is de motor achter de onderhandelingen van dit verdrag. De intentie was om, in de traditie van de verworvenheden van Schengen, een instrument tot stand te brengen dat binnen de Europese Unie een nieuwe dynamiek zou creëren inzake politieverwerking tussen de buurlanden. Er werd geopteerd hiervoor in eerste instantie samen te werken met landen die reeds een sterkere traditie hebben op het vlak van grensoverschrijdende politieverwerking en die daarenboven geografisch een aaneengesloten geheel vormden. Oorspronkelijk werd gedacht aan Duitsland, Oostenrijk, Frankrijk en de Beneluxlanden. Frankrijk haakte in eerste instantie echter af om daarna op het einde van onderhandelingen te kennen te geven het Verdrag toch te willen ondertekenen. Ook Spanje ondertekende als zevende partner mee het verdrag.

Voor België betekent dit *in concreto* dat onze buurlanden, met wie de samenwerking het meest noodzakelijk is, deelnemers zijn aan het verdrag.

Het verdrag voorziet echter dat alle leden van de Europese Unie kunnen toetreden. Een aantal landen hebben hiertoe trouwens reeds een concrete interesse betoond, namelijk Italië en Finland, maar ook andere landen zoals het Verenigd Koninkrijk.

Waarom onderhandelen op intergouvernementeel niveau en niet in het kader van de Europese Unie ?

Door met een beperkt aantal landen te onderhandelen, hebben wij op korte termijn zeer goede resultaten behaald. Die bieden onze diensten nieuwe, zeer efficiënte middelen in de strijd tegen grensoverschrijdende criminaliteit en terrorisme en, in mindere mate, tegen illegale migratie.

De besluitvorming op het vlak van Justitie en Binnenlandse Zaken in de Europese Unie verloopt heel moeilijk. De unanimitie-regel bemoeilijkt de besluitvorming en geeft vaak aanleiding tot zeer gebrekkige compromissen waarmee maar weinig vooruitgang wordt geboekt.

Met dit verdrag hebben de onderhandelaars van bij het begin een voortrekkersrol willen spelen met betrekking tot de Europese samenwerking. Het ver-

objectifs et sur les acquis en matière de coopération policière au sein de l'Union. Il a l'ambition de poursuivre l'approfondissement de ces acquis.

Le traité de Prüm joue en quelque sorte une fonction de laboratoire. Les négociateurs du Traité ont voulu faire preuve de leur volonté politique de faire évoluer les mentalités pour une coopération policière plus effective, plus opérationnelle.

En son article 1<sup>er</sup>, le texte du traité énonce expressément qu'au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du Traité, sur la base d'une évaluation de la coopération, et en concertation avec la Commission européenne ou sur la proposition de celle-ci, une initiative législative sera présentée en vue de l'intégration de la coopération dans le cadre juridique de l'Union européenne.

La Commission européenne a d'ailleurs été systématiquement informée pendant toute la durée des négociations. Les États parties ont également informé le Conseil des négociations et avancées du Traité.

La possibilité de recourir à une coopération renforcée telle que prévue par les Traités de l'Union a également été évoquée au début des négociations. Nous avons dû toutefois y renoncer car cette procédure supposait un processus de décision fort lourd. D'une part, ce type de coopération renforcée requiert huit États membres. D'autre part, elle prévoit de soumettre la demande à la Commission, de consulter le parlement européen et enfin une décision du Conseil à la majorité qualifiée. Ces contraintes risquaient de retarder considérablement la mise en œuvre du projet. Les négociateurs avaient la conviction qu'une entrée en vigueur rapide du traité constituait la meilleure garantie d'une intégration des acquis de ce traité au sein de l'Union.

Comment se sont déroulées les négociations ?

Pour la Belgique, les négociations ont été menées par des fonctionnaires du SPF Intérieur et du SPF Justice, et ce, en collaboration avec la police fédérale. Dès le début des négociations, au printemps 2004, des concertations ont eu lieu entre le cabinet du ministre de l'Intérieur et celui du ministre de la Justice. En outre, le ministre a systématiquement informé le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères quant aux résultats des discussions.

Compte tenu de la complexité de la matière, on ne peut que se réjouir du fait que le traité ait déjà pu être signé le 27 mai 2005 à Prüm.

Les procédures de ratification sont actuellement en cours dans les différents pays et l'Autriche a été récemment le premier pays à déposer son instrument

drag is overigens gebaseerd op de doelstellingen en de verworvenheden inzake politie-samenwerking van de Unie. Het strekt ertoe deze verworvenheden te verdiepen.

Het verdrag van Prüm fungeert in zekere zin als een laboratorium. De onderhandelaars wilden blijk geven van de politieke wil om te streven naar een mentaliteitswijziging met het oog op een meer efficiënte en meer operationele politie-samenwerking.

In artikel 1 van het verdrag wordt uitdrukkelijk bepaald dat uiterlijk drie jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag, op basis van een evaluatie van de samenwerking en in overleg met de Europese Commissie of op voorstel van de Europese Commissie, een wetgevend initiatief zal worden genomen dat tot doel heeft deze samenwerking op te nemen in het juridische raamwerk van de Europese Unie.

De Europese Commissie is overigens systematisch op de hoogte gehouden van het verloop van de onderhandelingen. De Staten die partij zijn bij het Verdrag hebben ook de Raad geïnformeerd over de onderhandelingen en de stand van zaken.

Bij het begin van de onderhandelingen is ook gesproken over de mogelijkheid van een verruimde samenwerking op basis van de verdagen van de Unie. Daar hebben we echter moeten van afzien omdat deze procedure een zeer omslachtig besluitvormingsproces veronderstelt. Enerzijds zijn voor dit soort versterkte samenwerking acht lidstaten nodig. Anderzijds moet een verzoek worden voorgelegd aan de Commissie, moet het Europees Parlement worden geraadpleegd en moet de Raad een beslissing nemen bij gekwalificeerde meerderheid. Door al deze vereisten zou de uitvoering van het project enorme vertraging oplopen. De onderhandelaars waren ervan overtuigd dat een snelle inwerkingtreding van het Verdrag de beste waarborgen bood voor de integratie van de verworvenheden van dit Verdrag in de Unie.

Hoe zijn de onderhandelingen verlopen ?

Voor België is onderhandeld door ambtenaren van de FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Justitie in samenwerking met de federale politie. Van bij het begin, in de lente van 2004, is onderhandeld tussen het kabinet van de minister van Binnenlandse Zaken en het kabinet van de minister van Justitie. Bovendien heeft de minister de Eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken systematisch geïnformeerd over de resultaten van de besprekingen.

Gezien de ingewikkelde aard van de materie kan men zich er alleen maar over verheugen dat het verdrag al op 27 mei 2005 in Prüm is ondertekend.

In de verschillende landen zijn de ratificatieprocedures aan de gang en onlangs heeft Oostenrijk als eerste zijn ratificatie-instrument neergelegd. Techni-

de ratification. Des groupes de travail techniques sont occupés à préparer l'exécution du traité. Dans les sept pays participants, tout est mis en œuvre pour aboutir le plus rapidement possible à une ratification et une exécution effective du Traité.

Le principal objectif du traité est d'intensifier l'échange d'informations. Il prévoit :

- la possibilité d'une consultation mutuelle automatisée directe des registres d'immatriculation de véhicules;

- la possibilité d'une consultation mutuelle automatisée directe, sur la base du principe *hit/no hit*, des fichiers d'analyse ADN et des banques de données pénales réciproques, y compris les données relatives aux empreintes digitales;

- un échange renforcé de données à caractère personnel en vue de prévenir des infractions terroristes;

- un échange renforcé de données, tant à caractère stratégique qu'à caractère personnel, en vue de la prévention des troubles de l'ordre public et de la sécurité lors de grands événements de dimension internationale, comme les manifestations sportives et les sommets européens.

L'échange d'informations pourra ainsi s'effectuer de manière plus rapide et plus ciblée. La fiabilité sera elle aussi renforcée vu l'automatisation intégrale d'une série de procédures.

Le traité prévoit en outre :

- une amélioration de la coordination et de l'échange d'informations en ce qui concerne l'engagement de gardes armés à bord des aéronefs;

- un renforcement de la collaboration en vue du rapatriement des illégaux;

- l'amélioration de la collaboration en ce qui concerne l'envoi de conseillers en faux documents dans les pays considérés comme pays d'origine ou de transit pour la migration illégale;

- la mise en place de toutes sortes de formes d'interventions communes en matière de police, comme des patrouilles mixtes, et la possibilité, en vue du maintien de l'ordre public et de la sécurité lors d'événements de grande envergure, de fournir sur demande une assistance policière et, en cas de dangers imminents juste au-delà de la frontière, de prendre les mesures nécessaires en attendant l'intervention de la police du pays en question.

D'ailleurs, en ce qui concerne la coopération policière mais aussi, par exemple, l'accès direct aux données d'immatriculation, nous sommes parvenus à

sche werkgroepen bereiden de uitvoering van het verdrag voor. In de zeven deelnemende landen wordt alles in het werk gesteld opdat het Verdrag zo snel mogelijk wordt geratificeerd en uitgevoerd.

De belangrijkste doelstelling van het verdrag ligt in de intensivering van de uitwisseling van informatie. Er wordt voorzien in :

- de mogelijkheid tot een rechtstreekse geautomatiseerde raadpleging van elkaars voertuigkentekenregisters;

- de mogelijkheid tot een rechtstreekse geautomatiseerde bevraging, op basis van het hit/no hit principe, van elkaars DNA analysebestanden en van elkaars strafrechtelijke databanken met vingerafdrukgegevens;

- een versterkte uitwisseling van persoonsgegevens ter voorkoming van terroristische strafbare feiten;

- een versterkte uitwisseling van gegevens, zowel strategische als persoonsgebonden, ter voorkoming van verstoringen van de openbare orde en veiligheid rond grote evenementen met een internationale dimensie, zoals sportmanifestaties en Europese topbijeenkomsten.

De uitwisseling van gegevens zal hierdoor sneller en gerichter plaats kunnen vinden. Ook de betrouwbaarheid zal toenemen vermits een aantal procedures volledig geautomatiseerd worden.

Bovendien wordt in het verdrag ook ingegaan op :

- een betere coördinatie en uitwisseling van informatie met betrekking tot de inzet van vluchtbegeleiders;

- een versterkte samenwerking op het vlak van de repatriëring van illegalen;

- een betere samenwerking op het vlak van de uitzending van documentadviseurs naar landen die als oorsprongs- of transitland van illegale migratie beschouwd worden;

- allerlei gemeenschappelijke vormen van politieoptreden, zoals gemengde patrouilles, en de mogelijkheid om, met het oog op de handhaving van de openbare orde en veiligheid bij grootschalige evenementen, op verzoek politiebijstand te leveren en om, in geval van acute gevaren die zich net aan de overkant van de grens voordoen, de nodige maatregelen te treffen in afwachting van het optreden van de politie van het land in kwestie.

Wat de politiesamenwerking betreft, maar ook bijvoorbeeld voor de rechtstreekse toegang tot de nummerplaatgegevens, zijn we er trouwens in ge-

introduire dans le traité à l'examen un certain nombre d'acquis du Traité Bénélux en matière d'intervention policière.

Sur le plan du contenu, le traité s'inscrit donc parfaitement dans la ligne des travaux menés au sein de l'Union européenne. Il répond pleinement aux objectifs du Programme dit de La Haye qui vise à créer un espace commun de liberté, de sécurité et de droit et qui a été approuvé par le Conseil européen fin 2004. L'exemple le plus évident à cet égard est le principe de la disponibilité des informations, qui constitue aujourd'hui l'une des priorités du programme de travail au sein de l'Union. Les travaux relatifs à la consultation automatisée de banques de données étrangères menés dans le cadre du Traité de Prüm inspirent déjà pleinement les travaux du Conseil et permettent de simplifier ceux-ci.

### Protection des données

Compte tenu des nombreuses possibilités en matière d'échange des données qu'offre le Traité, une très grande attention a été réservée à la protection des données. Le volumineux et détaillé chapitre 7 du Traité de Prüm est intégralement consacré à ce thème.

Il s'agit probablement de la réglementation la plus stricte relative à la protection des données au sein de l'Union. Lors d'un récent séminaire organisé par la Commission des libertés publiques, de la Justice et des Affaires intérieures du Parlement européen, séminaire auquel participaient des membres des parlements nationaux, cette réglementation a été accueillie très favorablement. Le commissaire fédéral allemand pour la protection des données et président du Groupe de travail européen des responsables nationaux de la protection des données, Peter Schaars, a estimé que cet aspect du traité de Prüm constituait un exemple pour l'Europe.

La réglementation se fonde en grande partie sur les réglementations existantes dans le domaine de la protection des données de l'Union européenne (directive du 24 octobre 1995) et du Conseil de l'Europe (à laquelle toutes les parties contractantes sont de toute manière déjà soumises). Il est d'ailleurs fait explicitement référence à ces instruments dans le Traité.

Cette réglementation s'inscrit dans la droite ligne de la tradition constitutionnelle commune des pays participants en matière de protection de la vie privée de nos citoyens. Assurer un niveau adéquat de protection lors de l'échange de données à caractère personnel représente pour chaque partie une condition préalable pour pouvoir participer à l'échange de données prévu par ce traité.

slaagd om een aantal verworvenheden van het Beneluxpolitieverdrag in dit verdrag te introduceren.

Inhoudelijk sluit het verdrag dus naadloos aan bij de werkzaamheden binnen de Europese Unie. Het ligt volledig binnen de doelstellingen van het zogenaamde Programma van Den Haag over de uitbouw van een gezamenlijke ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, dat eind 2004 door de Europese Raad werd goedgekeurd. Het duidelijkste voorbeeld hiervan is het principe van beschikbaarheid van informatie, dat nu één van de prioriteiten is van het werkprogramma binnen de Unie. De werkzaamheden inzake de automatische bevraging van buitenlandse databanken binnen Prüm inspireren reeds ten volle de werkzaamheden binnen de Raad en vereenvoudigen deze werkzaamheden.

### Gegevensbescherming

Rekening houdend met de vele mogelijkheden inzake gegevensuitwisseling die het Verdrag biedt, werd heel veel aandacht besteed aan gegevensbescherming. Het omvangrijke en gedetailleerde hoofdstuk 7 van het Verdrag van Prüm gaat integraal over dat thema.

Het gaat waarschijnlijk om de strengste reglementering inzake gegevensbescherming in de Unie. Op een recent seminarie van de Commissie Burgerlijke Vrijheden, Justitie en Binnenlandse Aangelegenheden van het Europees Parlement, waaraan leden van de nationale parlements deelnamen, werd die reglementering zeer gunstig onthaald. Peter Schaars, de Duitse federaal commissaris voor de gegevensbescherming en tevens voorzitter van de Europese werkgroep van nationale functionarissen voor de gegevensbescherming, meende dat dit aspect van het verdrag van Prüm een voorbeeld voor Europa is.

De reglementering baseert zich grotendeels op de bestaande reglementeringen voor gegevensbescherming van de Europese Unie (richtlijn van 24 oktober 1995) en van de Raad van Europa (die toch al geldt voor alle verdragsluitende partijen). Er wordt overigens in het Verdrag uitdrukkelijk naar die instrumenten verwezen.

Die reglementering past naadloos in de gemeenschappelijke grondwettelijke traditie van de deelnemende landen inzake de bescherming van de privacy van onze burgers. Voor voldoende bescherming zorgen bij de uitwisseling van persoonsgegevens is voor elke partij een voorwaarde om te kunnen deelnemen aan de gegevensuitwisseling waarin dit verdrag voorziet.

Cet échange ne peut en aucune manière porter atteinte aux compétences des autorités judiciaires en matière de coopération policière internationale. La Belgique a d'ailleurs fait une déclaration expresse selon laquelle les informations fournies par les autorités belges ne peuvent être utilisées comme preuve qu'après un accord préalable des autorités judiciaires compétentes.

Concrètement, en matière de protection des données, le traité comporte des dispositions détaillées concernant :

- les objectifs que peut poursuivre le traitement des données;
- les autorités et les instances compétentes pour traiter les données;
- l'obligation de veiller à l'exactitude et à l'actualité des données;
- les mesures techniques pour la protection et la sécurisation des données;
- les droits des intéressés;
- et la tenue à jour d'une sorte de livre de bord de l'échange de données : la raison ayant déclenché la transmission, la date de la transmission ainsi que d'autres données sont enregistrées, de sorte qu'un contrôle de l'admissibilité de l'échange d'informations peut être effectué en tout temps.

Un rôle important est attribué aux instances indépendantes qui sont compétentes dans les pays parties au traité pour le contrôle de la protection des données. Celles-ci se voient donc conférer en quelque sorte un rôle de supervision. Elles peuvent effectuer des contrôles sur demande mais aussi d'initiative.

### III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Dubié considère problématique le fait que soient repris dans l'intitulé du projet de loi des grands thèmes profondément différents comme le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale. Un migrant illégal n'est pas un criminel.

L'orateur se réfère à l'exposé des motifs du projet (doc. Sénat, n° 3-1746/1, p. 15) qui dispose que la Belgique a l'intention d'interpréter au sens large la notion «de condamnations irrévocables ou d'autres faits». Il souhaite des explications à cet égard. Il renvoie également aux remarques émises par le Conseil d'État qui constate que certaines dispositions doivent être prises avant que le traité n'entre en vigueur. Ce projet de loi doit faire l'objet d'un examen approfondi de la commission de la Justice.

M. Dubié se demande pourquoi certains pays l'ont signé et d'autres pas.

Die uitwisseling mag op geen enkele wijze de bevoegdheden van de gerechtelijke overheid inzake internationale politiesamenwerking in het gedrang brengen. België heeft overigens uitdrukkelijk verklaard dat de informatie die door de Belgische overheden wordt verstrekt slechts als bewijs mag worden gebruikt nadat de bevoegde gerechtelijke overheden hiermee hebben ingestemd.

Concreet zijn er met betrekking tot de gegevensbescherming uitgebreide bepalingen opgenomen over :

- de doeleinden waarvoor de gegevens verwerkt mogen worden;
- de autoriteiten en instanties die bevoegd zijn om de gegevens te verwerken;
- de verplichting om over de juistheid en de actualiteit van de gegevens te waken;
- de technische maatregelen voor de bescherming en de beveiliging van de gegevens;
- de rechten van de betrokkenen;
- en het bijhouden van een soort logboek van de gegevensuitwisseling : de aanleiding, datum van verstrekking, enz. wordt geregistreerd waardoor te allen tijd een controle van de toelaatbaarheid van de gegevensuitwisseling kan plaatsvinden.

Een belangrijke rol is weggelegd voor de onafhankelijke instanties die in de verdragspartijen bevoegd zijn voor de controle op de gegevensbescherming. Deze krijgen dus een soort superviserende rol. Ze kunnen controles verrichten op verzoek maar ook op eigen initiatief.

### III. ALGEMENE BESPREKING

De heer Dubié acht het vermelden in het opschrift van het wetsontwerp van belangrijke thema's die sterk van elkaar verschillen, zoals het terrorisme, de grensoverschrijdende criminaliteit en de illegale migratie, problematisch. Een illegaal migrant is geen crimineel.

Spreker verwijst naar de memorie van toelichting bij het ontwerp (stuk Senaat nr. 3-1746/1, blz.15) die bepaalt dat België van plan is het begrip «onherroepelijke veroordelingen of andere feiten» ruim te interpreteren. Hij vraagt uitleg hierover. Hij verwijst ook naar de opmerkingen van de Raad van State, die vaststelt dat bepaalde maatregelen moeten worden genomen voor het verdrag in werking treedt. Dit wetsontwerp moet grondig worden behandeld door de commissie voor de Justitie.

De heer Dubié vraagt zich af waarom bepaalde landen het ondertekend hebben en andere niet.

L'intervenant se dit indigné qu'un ressortissant belge d'origine turque arrêté aux Pays Bas se trouve à la prison de Dordrecht. Il a été livré à la police hollandaise et fait l'objet d'un mandat d'arrêt international turc. Il risque d'être extradé vers la Turquie.

M. Cornil a, conjointement avec M. Dubié, adressé un courrier au ministre des Affaires étrangères afin d'attirer l'attention sur le cas du ressortissant belge en question.

Pour le reste, il déclare qu'il s'associe aux préoccupations de M. Dubié concernant l'assimilation des trois thèmes — le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale — dans le projet de loi.

Mme Pehlivan considère, elle aussi, que le traitement simultané de ces trois thèmes pose problème.

Mme de Bethune se rallie au point de vue des intervenants précédents. Elle souhaite que la commission sollicite l'avis de la commission de la Justice. Le traité n'a même pas encore passé le cap du Conseil des ministres. Le parlement ne peut pas voter un traité d'une importance aussi fondamentale sans l'examiner de manière plus approfondie.

Mme Van de Castele partage la préoccupation des préopinants, d'autant qu'il s'agit de thèmes très sensibles dans notre société. Mais ces thèmes sont parfois difficiles à dissocier.

La Constitution devrait être modifiée en vue de permettre au parlement d'intervenir sur le fond dans l'élaboration des traités et conventions. La commission des Relations extérieures ne peut pas être seule compétente à cet égard.

La protection de la vie privée doit également être garantie dans les traités internationaux.

Mme Annane peut se rallier aux remarques des préopinants en ce qui concerne le mélange dans l'intitulé de trois sujets importants. Elle souhaite disposer d'un complément d'information sur le dossier.

M. Cornil se demande pourquoi un nombre restreint de pays, à l'exclusion d'autres, ont signé le traité. Pour quelle raison ces pays auraient-ils refusé de signer ?

M. Hugo Vandenberghe souligne que le parlement n'est pas associé à l'élaboration des projets de loi portant assentiment à des traités et conventions et qu'il ne peut exercer aucun contrôle à cet égard. Il est inadmissible que les parlementaires soient purement et simplement liés par les dispositions d'un traité qui est en soi la traduction de décisions prises par des fonctionnaires.

Spreker is verontwaardigd over de arrestatie in Nederland van een Belgische onderdaan van Turkse afkomst. Deze persoon, die zich in de Dordtse gevangenis bevindt, werd overgeleverd aan de Nederlandse politie. Aangezien er een Turks internationaal aanhoudingsbevel tegen hem loopt, dreigt hij aan Turkije te worden uitgeleverd.

De heer Cornil heeft, samen met de heer Dubié, een brief gericht aan de minister van Buitenlandse Zaken om de aandacht te vestigen op het geval van deze Belgische onderdaan.

De heer Cornil sluit zich verder ook aan bij de bedenkingen van de heer Dubié over de gelijkschakeling van de drie thema's — terrorisme, grensoverschrijdende criminaliteit en illegale migratie — in het wetsontwerp.

Mevrouw Pehlivan is eveneens van oordeel dat het samen behandelen van deze drie thema's problematisch is.

Mevrouw de Bethune sluit zich aan bij het standpunt van de vorige sprekers. Zij wenst dat de commissie het advies zou inwinnen van de commissie voor de Justitie. Het verdrag is zelfs niet voorgelegd aan de Ministerraad. Het parlement kan niet zomaar een dergelijk fundamenteel verdrag aannemen zonder grondige bespreking.

Mevrouw Van de Castele deelt de bezorgdheid van de vorige sprekers zeker als het over thema's gaat die in de maatschappij zeer gevoelig liggen. De betrokken thema's zijn echter soms wel moeilijk te scheiden.

Er moet een wijziging komen van de Grondwet waarbij een inhoudelijke tussenkomst van het parlement voorzien wordt bij het totstandkomen van de verdragen. Het mag niet uitsluitend de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen zijn die bevoegd is inzake verdragen.

De bescherming van de privé levenssfeer moet ook in internationale verdragen worden gewaarborgd.

Mevrouw Annane kan zich bij de opmerkingen van vorige sprekers over het samenvoegen van drie belangrijke onderwerpen in het opschrift aansluiten. Ze wenst bijkomende informatie over het dossier.

De heer Cornil vraagt zich af waarom een beperkt aantal landen het verdrag ondertekend heeft en andere dat niet hebben gedaan. Waarom hebben die landen geweigerd het te ondertekenen ?

De heer Hugo Vandenberghe onderstreept dat het parlement niet betrokken is bij de totstandkoming van de wetsontwerpen houdende verdragen en er ook geen controle kan op uitoefenen. Het is onaanvaardbaar dat de parlementsleden zonder meer gebonden zijn door een verdrag, dat in sé de vrucht is van de besluitvorming van ambtenaren.



L'intervenant propose d'évoluer dans le sens de la démocratie néerlandaise, dans laquelle le gouvernement ne peut pas engager l'État néerlandais sans concertation préalable avec les chambres législatives.

En vertu de l'article 43, la mise en œuvre de ce traité serait confiée au Comité des ministres. Mais il conviendrait d'étendre cette compétence au parlement par le biais d'un mécanisme de passerelle.

Un problème se pose au niveau du principe de proportionnalité au sein du traité: la poursuite a en effet la même intensité, qu'il s'agisse de terrorisme, de criminalité transfrontalière ou d'immigration illégale.

Ce traité s'applique-t-il aussi aux services de sécurité des sept pays concernés ou est-il seulement applicable aux services de police? La collecte et les échanges d'informations sont-ils couverts par le traité? Il y a d'innombrables zones grises échappant aux mécanismes de contrôle de l'État de droit. La formulation du traité est particulièrement élastique et l'on peut même dire qu'il utilise des notions «fourretout» très difficiles à définir et, *a fortiori*, à contrôler.

M. Mahoux signale qu'en ce qui concerne les traités, le rôle du parlement se limite à l'assentiment et se situe donc au bout du processus. Il ne s'opposerait pas à une modification de la Constitution à cet égard. Au niveau du deuxième et du troisième pilier de l'Union européenne, le problème de contrôle parlementaire se pose. On assiste, en dehors du cadre communautaire, à un processus d'échange d'information qui touche des secteurs extrêmement larges.

Il y a une partie du traité qui touche la Justice sans que l'avis de la Commission de la Justice ne soit sollicité. Il convient de déterminer la part de contrôle parlementaire.

Le fait de regrouper dans l'intitulé le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale est offensant pour le migrant. Il faut dès lors déterminer quelle partie du texte est applicable à la migration illégale.

M. Mahoux souhaite aussi avoir davantage d'explications concernant les «conseillers en faux documents» prévus à l'article 20 du traité. Quel type d'événement de grande envergure à protection spéciale est visé dans le texte? Les services de renseignements, les forces de police, les parquets, sont-ils concernés par l'échange d'information dans le cadre du traité? Quelles sont les obligations des pays tiers non parties au traité, en matière de communication de données à caractère privé?

M. Mahoux souhaite qu'un représentant de «*l'International Air Transport Association*» (IATA) soit entendu en commission au sujet des pouvoirs dont le commandant de bord est investi.

Spreker stelt een evolutie voor naar de Nederlandse vorm van democratie waarbij de regering de Nederlandse Staat niet kan binden zonder voorafgaandelijk overleg met de Kamers.

De uitvoering van dit verdrag wordt volgens artikel 43 toevertrouwd aan het Comité van ministers. Dit zou echter naar het parlement moeten uitgebreid worden via een overbruggingsmechanisme.

Er rijst een probleem in verband met het beginsel van de proportionaliteit binnen het verdrag: de opsporing heeft dezelfde intensiteit of het nu gaat om terrorisme, grensoverschrijdende criminaliteit of illegale migratie.

Is dit verdrag ook van toepassing op de veiligheidsdiensten van de zeven betrokken landen of enkel op de politiediensten? Wordt de informatievergaring en uitwisseling geregeld door het verdrag? Er zijn talloze grijze zones die buiten de controlemechanismen van de rechtsstaat vallen. De formulering van de verdrag is bijzonder elastisch en men kan zelfs stellen dat er containerbegrippen worden gebruikt die zeer moeilijk definieerbaar, laat staan controleerbaar zijn.

De heer Mahoux wijst erop dat, wat de verdragen betreft, de rol van het parlement beperkt is tot het goedkeuren ervan, wat tevens het sluitstuk van het proces vormt. Spreker is niet gekant tegen een grondwetswijziging op dat punt. Wat betreft de tweede en de derde pijler van de Europese Unie, rijst het probleem van de parlementaire controle. Buiten het communautaire kader vindt een uitwisseling van informatie plaats over uiterst ruime sectoren.

Een deel van het verdrag handelt over het aspect Justitie zonder dat het advies van de Commissie voor de Justitie wordt ingewonnen. Het aandeel van de parlementaire controle moet duidelijk omlind worden.

Het opschrift handelt over terrorisme, grensoverschrijdende criminaliteit en illegale migratie. Voor migranten is dat een kaakslag. Er moet duidelijk afgebakend worden welk tekstgedeelte handelt over de illegale migratie.

De heer Mahoux wenst ook meer uitleg over het begrip «documentadviseurs» in artikel 20 van het verdrag. Op welk soort grootschalige evenementen met bijzondere bescherming slaat de tekst? Zijn de inlichtingendiensten, de politiekorpsen en de parketten betrokken bij de informatie-uitwisseling in het kader van het verdrag? Welke verplichtingen hebben derde landen die niet tot het verdrag zijn toegetreden, inzake mededeling van persoonsgegevens?

De heer Mahoux wenst ook een hoorzitting met een vertegenwoordiger van IATA — *International Air Transport Association* over de bevoegdheden van de boardcommandant.

Le ministre fait observer que les parties contractantes décident de façon autonome, sur la base de leur droit national, de leur politique nationale de sûreté aérienne ainsi que de l'intervention de gardes armés à bord des avions enregistrés auprès d'elles.

En ce qui concerne notre pays, c'est le SPF Mobilité qui est habilité à engager des gardes armés sur les vols à risques. Celui-ci s'y oppose et le ministre est du même avis. Le SPF Mobilité a d'ailleurs demandé avec insistance que soit faite une déclaration politique affirmant que les gardes armés étrangers ne peuvent jamais pénétrer avec leurs armes sur notre territoire sans l'accord exprès de l'inspection aéronautique. Lorsqu'ils quittent l'appareil, les gardes en question doivent remettre leurs armes à l'inspection aéronautique, qui les transportera vers le lieu de stockage dans un coffre fermé.

M. Galand se dit inquiet de l'amalgame entre les grands thèmes du traité nonobstant le fait qu'on a une frontière commune. Le ministre a qualifié le traité de texte précurseur qui fera fonction de laboratoire mais en même temps il a du renoncé à une partie de l'ambition de ce texte parce que on n'a pas encore réussi à unir tous les pays de l'Union européenne autour d'un même projet.

Il souhaite avoir des précisions quant aux implications de la notion de faux documents. Une personne, détentrice de bonne foi d'un faux permis de conduire, risque une peine de prison dans le cadre du traité.

L'Espagne procède à des éloignements dans ses enclaves en violation des droits de l'homme. Quelles sont les mesures prises pour éviter qu'un pays partie à ce traité procède de cette manière ?

Il se réfère à l'exposé des motifs du projet de loi qui à propos de l'article 34 du Traité, dispose « qu'on part du principe que les conditions en vue de l'échange non automatisé de données à caractère personnel sont déjà remplies ». (doc. Sénat, n° 3-1746/1, p. 27). Il souhaite des précisions à cet égard.

M. Mahoux demande l'état d'avancement de ce dossier dans les autres États membres.

Le ministre de l'Intérieur souligne l'urgence que revêt pour le gouvernement l'assentiment des chambres législatives à ce traité, étant donné que dès l'instant où il aura été ratifié par deux pays, il pourra entrer en vigueur dans les pays en question. En Autriche, en Allemagne et en Espagne, les travaux parlementaires sont terminés alors qu'ils n'ont pas encore commencé aux Pays-Bas et au Luxembourg.

La criminalité transfrontalière requiert également une approche transfrontalière. Il faut mettre en place un espace de sécurité commun au sein de l'Union

De minister merkt op dat de verdragsluitende partijen, op grond van het nationaal recht en het nationaal beleid, zelf beslissen over de beveiliging van de luchtvaart en over de inzet van vluchtbegeleiders aan boord van de bij haar geregistreerde vliegtuigen.

Voor ons land is de FOD Mobiliteit bevoegd voor het inzetten vluchtbegeleiders op risicovluchten. Deze verzet zich hiertegen en de minister is het ermee eens. De FOD Mobiliteit heeft trouwens aangedrongen op een politieke verklaring waarbij wordt gesteld dat de vreemde vluchtbegeleiders nooit zonder uitdrukkelijke toestemming van de luchtvaartinspectie ons grondgebied met hun wapens zouden kunnen betreden. Bij het verlaten van het vliegtuig moeten de wapens aan de luchtvaartinspectie worden overhandigd zodanig dat zij in een gesloten kist naar de plaats van bewaring worden gebracht.

De heer Galand spreekt zijn ongerustheid uit over het samenraapsel van grote thema's in het verdrag ondanks het feit dat er een gemeenschappelijke grens bestaat. De minister beschouwt het verdrag als een voorloper die als een laboratorium zal functioneren maar tegelijkertijd heeft hij moeten afzien van een deel van de doelstellingen van de tekst omdat men nog niet alle EU-staten achter eenzelfde project heeft kunnen scharen.

Spreker wenst meer informatie over de gevolgen verbonden aan het begrip valse documenten. Volgens het verdrag kan iemand die te goeder trouw houder is van een vals rijbewijs, een gevangenisstraf oplopen.

In de Spaanse enclaves wordt verwijdering toegepast in weerwil van de rechten van de mens. Via welke maatregelen kan men voorkomen dat een van de verdragsluitende staten zo te werk gaat ?

Spreker verwijst naar de memorie van toelichting met betrekking tot artikel 34 van het verdrag: « Er wordt van uitgegaan dat de voorwaarde voor de niet-geautomatiseerde uitwisseling van persoonsgegevens reeds vervuld zijn ». (stuk Senaat, nr. 3-1746/1, blz. 27). Hij vraagt om meer informatie.

De heer Mahoux vraagt naar de voortgang van dit dossier in de andere lidstaten.

De minister van Binnenlandse Zaken wijst erop dat er voor de regering wel enige spoed gemoeid is met de instemming van de Wetgevende Kamers met dit verdrag. Vanaf het moment dat twee landen het verdrag geratificeerd hebben kan het immers in werking treden in deze landen. In Oostenrijk, Duitsland en Spanje zijn de parlementaire werkzaamheden voltooid, maar in Nederland en Luxemburg zijn ze nog niet aangevat.

Grensoverschrijdende criminaliteit vereist een grensoverschrijdende aanpak. Er moet een gemeenschappelijke veiligheidsruimte tot stand komen binnen

européenne. Mais à l'intérieur de celle-ci, certains pays font obstacle au processus décisionnel européen. Pour toute précision complémentaire, le ministre renvoie à son exposé introductif.

L'article 3 du projet de loi dispose que les accords d'exécution conclus sur la base de l'article 44 du traité seront communiqués au parlement. Ce dernier est donc bien associé à la mise en œuvre du traité, par le biais de l'explication fournie par le ministre de l'Intérieur aux commissions de l'Intérieur de la Chambre et du Sénat. Le ministre est toujours disposé à fournir en commission des Relations extérieures davantage d'explications sur les négociations relatives aux traités au niveau bilatéral ou multilatéral.

L'objectif du traité consiste à intensifier la coopération policière afin de lutter contre la criminalité transfrontalière, le terrorisme et l'immigration illégale via un échange d'information plus efficace. Cela suppose un accès réciproque aux banques de données nationales. À cette fin, il faut élaborer un dispositif réglementaire qui obéit au principe de la proportionnalité entre, d'une part, l'assurance de la sécurité et, d'autre part, le respect des droits de l'homme.

L'échange de données à caractère personnel doit répondre à un certain nombre de conditions et ne peut être utilisé que dans le cadre de l'accomplissement de missions légales. Le traitement de données ne peut intervenir qu'aux fins pour lesquelles les données ont été transmises. La transmission ne peut porter que sur des données strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été transmises. La consultation automatisée de données ne peut être effectuée que par des fonctionnaires habilités à cet effet. Les données transmises ne peuvent être utilisées comme preuve qu'avec l'autorisation des autorités judiciaires.

Toutes les garanties possibles en matière de protection des données ont donc été fournies. La question est de savoir comment partager les informations. L'échange d'informations doit répondre aux normes en vigueur à ce propos dans l'Union européenne.

Avant qu'on puisse procéder à l'échange de données automatisé, le Comité des ministres doit, conformément à l'article 43 du Traité, vérifier si les dispositions en matière de protection des données prévues dans le droit national des États membres sont suffisantes, et ce, sur la base d'un rapport que chaque partie contractante est tenue de présenter au Comité des ministres.

La directive européenne du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel a été

de Europese Unie. Maar binnen de Europese Unie wordt door sommige landen de Europese besluitvorming tegenwerkt. Voor verdere toelichting hieromtrent verwijst de minister naar zijn inleidende uiteenzetting.

Artikel 3 van het wetsontwerp bepaalt dat de uitvoeringsafspraken gemaakt op basis van artikel 44 van het verdrag, aan het parlement worden medegedeeld. Het parlement is wel degelijk betrokken bij de totstandkoming van het verdrag door de uitleg die de minister van Binnenlandse Zaken aan de commissies Binnenlandse Zaken van Kamer en Senaat, heeft verstrekt. De minister is altijd bereid om in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen meer uitleg te geven over de onderhandelingen betreffende verdragen op bilateraal of multilateraal niveau.

De doelstelling van het verdrag is het intensiveren van de politionele samenwerking in de bestrijding van de grensoverschrijdende criminaliteit, het terrorisme en de illegale migratie via een efficiëntere uitwisseling van informatie. Dat impliceert een wederkerige toegang tot nationale databanken. Hiertoe moet een reglement opgesteld worden dat beantwoordt aan het proportionaliteitsbeginsel tussen enerzijds het verzekeren van de veiligheid en anderzijds de inachtneming van de mensenrechten.

De uitwisseling van persoonsgegevens moet aan een aantal voorwaarden voldoen en kan alleen plaatshebben bij het vervullen van wettelijke opdrachten. De gegevens mogen louter worden verwerkt voor de doeleinden waarvoor de data werden overgezonden. Alleen de data die strikt noodzakelijk blijken voor de doeleinden waarvoor ze werden overgezonden, mogen worden overgezonden. De geautomatiseerde raadpleging van de data mag slechts door de hiertoe gemachtigde ambtenaren gebeuren. De overgezonden data mogen alleen met toestemming door de gerechtelijke overheid als bewijs worden gebruikt.

Alle mogelijke waarborgen inzake gegevensbescherming zijn aldus gegeven. Het komt erop aan te weten hoe men de informatie deelt. De gegevensuitwisseling moet beantwoorden aan de normen die hieromtrent gelden voor de Europese Unie.

Alvorens men kan overgaan tot geautomatiseerde gegevensuitwisseling moet overeenkomstig artikel 43 van het verdrag, het Comité van ministers controleren of de bepalingen inzake gegevensbescherming in het nationaal recht van de lidstaten toereikend zijn op basis van een verslag dat elke verdragspartij aan het Comité van ministers moet voorleggen.

De Europese richtlijn van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens is

entièrement transposée en droit belge, de sorte que plus aucune adaptation n'est requise pour la ratification du traité en question.

L'accès aux données est limité aux services de police et aux autorités judiciaires qui sont chargés de la prévention et de la recherche d'infractions pénales et du maintien de l'ordre public. En vue des échanges de données, les États membres doivent désigner un point de contact national. Le traité ne s'applique pas aux services de sécurité.

Notre pays a conclu de nombreux accords bilatéraux de coopération policière en vue de lutter contre certaines formes spécifiques de criminalité qui se sont développées au fur et à mesure de l'élargissement de l'Union européenne.

Conformément à l'article 36 du traité, l'État membre qui est propriétaire des données doit donner son autorisation préalable pour que celles-ci puissent être transmises aux autorités d'un autre État membre.

L'exposé des motifs contient une liste non exhaustive d'événements de grande envergure, parmi lesquels figurent les rencontres politiques internationales au sommet et les compétitions sportives internationales. On peut ainsi agir préventivement contre certains groupes à risque, comme les *hooligans* du football. Toutefois, la Coupe du Monde de football 2006, organisée en Allemagne, n'en fait pas partie.

Selon l'article 21 du traité, les conseillers en faux documents sont chargés de conseiller et de former les représentations diplomatiques et consulaires des Parties contractantes, les sociétés de transport et les autorités compétentes pour les contrôles aux frontières, en ce qui concerne la reconnaissance de documents falsifiés ou contrefaits.

Il y a lieu de renforcer les contrôles de documents dans le pays d'origine, afin d'empêcher toute personne de quitter ce pays grâce à de faux documents. Des conseillers en faux documents peuvent ainsi être dépêchés sur place.

Conformément à l'article 23 du traité, les parties au traité se soutiennent mutuellement lors des mesures d'éloignement. En ce qui concerne les garanties lors de vols conjoints, chaque État applique sa propre législation. Les parties se concertent antérieurement à l'organisation d'un vol en ce qui concerne les mesures de contrainte à prendre.

Le ministre déplore les événements survenus dans les enclaves espagnoles mais ceux-ci n'ont rien à voir avec le traité en discussion.

M. Galand se réfère à Mme Sorazio, directrice de la direction B de la direction générale Justice et Affaires intérieures à la Commission de l'Union européenne, qui regrette que le présent traité n'a pas été discuté dans le cadre communautaire. Un dispositif de

volledig omgezet in ons recht, zodat er geen verdere aanpassingen vereist zijn voor de ratificatie van dit verdrag.

De toegang tot de gegevens is beperkt tot de politiediensten en de gerechtelijke autoriteiten, belast met het voorkomen en opsporen van strafbare feiten en het handhaven van de openbare orde. Voor de gegevensuitwisseling moeten de lidstaten een nationaal contactpunt aanduiden. Het verdrag is niet van toepassing op de veiligheidsdiensten.

Ons land heeft een groot aantal bilaterale politie-samenwerkingsakkoorden afgesloten om te strijden tegen sommige specifieke vormen van criminaliteit die zich ontwikkelden naarmate de Europese Unie zich uitbreidde.

Overeenkomstig artikel 36 van het verdrag moet de lidstaat, eigenaar van de gegevens, zijn voorafgaande toestemming geven voor de doorzending ervan aan de autoriteiten van een andere lidstaat.

De memorie van toelichting bevat een niet exhaustieve lijst van grootschalige evenementen. Internationale politieke topontmoetingen en sportwedstrijden vallen hieronder. Zo kan tegen risicogroepen, zoals voetbalhooligans, preventief worden opgetreden. Het Wereldkampioenschap Voetbal 2006 georganiseerd in Duitsland, valt hier echter niet onder.

De documentadviseurs zijn krachtens artikel 21 van het verdrag belast met het adviseren en opleiden van buitenlandse vertegenwoordigers van de verdragsluitende Partijen, vervoersmaatschappijen en grenscontrole-autoriteiten in de herkenning van valse en vervalste documenten.

De controle in het land van herkomst op valse documenten moet worden verscherpt, zodat men er niet mee buiten het land geraakt. Zo kunnen documentadviseurs ter plaatse worden gestuurd.

Overeenkomstig artikel 23 van het verdrag ondersteunen de verdragsluitende partijen elkaar bij repatriëringsmaatregelen. Wat de waarborgen bij gezamenlijke vluchten betreft, past elke staat de eigen wetgeving toe. Voor er een vlucht wordt georganiseerd, plegen de partijen overleg over de dwangmaatregelen die moeten worden getroffen.

De minister betreurt de gebeurtenissen in de Spaanse enclaves maar deze hebben niets te maken met dit verdrag.

De heer Galand verwijst naar mevrouw Sorazio, directeur van het directoraat B van het directoraat-generaal Justitie en Binnenlandse Zaken van de Commissie van de Europese Unie, die betreurt dat de Gemeenschap niet over onderhavig verdrag ge-

coopération renforcée a déjà été mis en place dans le cadre de Schengen mais il n'existe pas encore de mécanisme général de protection de l'information au niveau du troisième pilier. On fragmente l'Espace justice, sécurité et liberté au lieu de le renforcer.

Comment les États parties au présent traité assurent-ils eux-mêmes le respect de l'article 10 du traité qui est la clause de loyauté?

Mme Zrihen estime que le manque de cohérence du traité au niveau européen risque de prendre des proportions assez graves. Le traité instaure une forme de coopération renforcée entre sept pays, ce qui crée un précédent dangereux parce que la règle de Schengen prescrit un minimum de huit pays.

Les différents contrôles des données prévus aux articles 14 et 39 du traité pourraient être coordonnés par une instance centralisée qui devraient vérifier entre autres la disparition des données au niveau de l'Union européenne.

Les grands événements comme les sommets politiques internationaux ne doivent pas être protégés contre les manifestations à dimension transfrontalière, qui constituent justement une des garanties de notre dispositif démocratique. Il serait extrêmement dangereux si ces dernières faisaient l'objet de fichages de données à caractère personnel. Les instruments utilisés contre le terrorisme pourraient être utilisés à d'autres fins.

La membre conclut que la lutte contre l'immigration illégale devrait relever d'un autre dispositif international.

Mme de Bethune observe que les fichiers de données sur les profils ADN tels qu'ils sont prévus dans le cadre du traité à l'examen n'existent pas en Belgique. Les parties contractantes peuvent être contraintes de créer des banques de données conformément au droit national applicable, sous réserve d'autres dispositions. Quelle est la portée juridique de cette disposition?

Le ministre répond qu'il déplore l'hostilité des membres vis-à-vis de ce traité, qui suit seulement la logique des accords de Schengen. Il ne s'agit pas d'une collaboration renforcée, mais d'une initiative prise par cinq pays, à laquelle deux autres pays se sont ensuite joints.

Le Parlement européen n'exerce pas de contrôle du troisième pilier au sein de l'Union européenne. Mais ce sont les parlements nationaux qui sont associés à l'exécution du traité.

debatteerd heeft. Er werd reeds een regeling van geïntensiverde samenwerking in de Schengenlanden ingesteld, maar er bestaat nog geen algemeen mechanisme ter bescherming van informatie op het niveau van de derde pijler. In plaats van een versteviging, zien we een versnippering van de Ruimte van rechtvaardigheid, veiligheid en vrijheid.

Hoe verzekeren de Staten die partij zijn in dit verdrag zelf de inachtneming van artikel 10 van het verdrag, het loyaliteitsbeding?

Mevrouw Zrihen meent dat het gebrek aan samenhang van het verdrag op Europees niveau een vrij ernstige omvang dreigt te nemen. Het verdrag stelt een vorm van geïntensiverde samenwerking in tussen zeven landen, wat een gevaarlijk precedent is omdat de Schengenregel minstens acht landen vereist.

De diverse controles van de gegevens waarin de artikelen 14 en 39 van het verdrag voorzien, kunnen worden gecoördineerd door een gecentraliseerde instelling die onder andere de verdwijning van gegevens in de Europese Unie moet nagaan.

Belangrijke gebeurtenissen zoals internationale politieke topontmoetingen mogen niet worden beschermd tegen manifestaties van grensoverschrijdende omvang, die juist één van de waarborgen van ons democratisch stelsel zijn. Het zou uiterst gevaarlijk zijn mocht men bij die manifestaties persoonsgegevens registreren. De instrumenten die tegen het terrorisme worden ingezet, kunnen voor andere doeleinden worden gebruikt.

Het lid besluit dat de strijd tegen de illegale migratie met andere internationale middelen moet worden gevoerd.

Mevrouw de Bethune merkt op dat de databestanden over DNA profielen, zoals voorzien in dit verdrag, in België niet bestaan. De Verdragsluitende partijen kunnen verplicht worden databanken aan te leggen volgens het nationaal geldend recht behoudens andere bepalingen. Wat is de juridische draagwijdte hiervan?

De minister antwoordt dat hij betreurt dat de leden afwijzend staan tegenover dit verdrag dat enkel de logica van de Schengen akkoorden volgt. Het gaat niet om een versterkte samenwerking maar om een initiatief van vijf landen waarbij twee andere landen zich hebben aangesloten.

Er bestaat geen controle van het Europees Parlement op de derde pijler binnen de Europese Unie. In dit verdrag worden de nationale parlementen wel betrokken bij de uitvoering van het verdrag.

Au niveau de l'Union européenne, il n'y a pas de règlement en ce qui concerne l'échange de données ADN. Il faut appliquer à cet égard la procédure relative à l'entraide judiciaire en matière pénale. Toutefois, le traité établit des règles en la matière, sans porter atteinte à la législation nationale des États membres sur les données ADN.

#### IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 3 du projet de loi

*Amendement n° 1*

Mme de Bethune dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-1746/2) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 3 du projet de loi afin de renforcer le contrôle parlementaire de l'exécution du traité. La demande qu'il adressera au ministre compétent doit permettre au Parlement de renforcer son rôle dans les négociations relatives à un traité.

Avant et après chaque sommet européen des chefs d'État et de gouvernement, il y a au sein du Comité d'avis fédéral chargé de questions européennes un débat sur la position adoptée en la matière par notre gouvernement. Ce mécanisme n'existe pas pour le Conseil des ministres européens.

Il y a lieu de préciser le mandat confié au pouvoir exécutif dans le cadre du traité.

Le ministre de l'Intérieur répond qu'il a largement informé le Parlement sur tous les principes de ce traité en commission de l'Intérieur et des Affaires administratives. Conformément à l'avis du Conseil d'État, les mesures d'exécution seront communiquées au parlement. Le ministre se dit prêt à collaborer à tout débat sur la question.

#### IV. VOTES

Les articles 1<sup>er</sup> et 2 sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 1 est rejeté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

L'article 3 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix et 1 abstention.

\*  
\* \*

In de Europese Unie bestaat geen reglement voor de uitwisseling van DNA-gegevens. Hiervoor geldt de procedure van de rechtshulp in strafzaken. Het verdrag legt echter regels vast zonder afbreuk te doen aan de nationale wetgeving van de lidstaten inzake DNA-gegevens.

#### IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 3 van het wetsontwerp

*Amendement nr. 1*

Mevrouw de Bethune dient een amendement (stuk Senaat, nr. 3-1746/2) in dat ertoe strekt het tweede lid van artikel 3 van het wetsontwerp te wijzigen om de parlementaire controle op de uitvoering van het verdrag te versterken. Door het vorderen van de bevoegde minister moet de inspraak van het parlement in de onderhandelingen betreffende een verdrag versterkt worden.

In het Federaal Adviescomité voor de Europese Aangelegenheden wordt voor en na elke Europese top van Regeringsleiders en Staatshoofden over het standpunt dat onze regering daar inneemt, gedebatteerd. Dit mechanisme bestaat niet voor de Europese Minister-raad.

Het mandaat aan de uitvoerende macht binnen het verdrag moet gespecificeerd worden.

De minister van Binnenlandse Zaken antwoordt dat hij het parlement uitvoerig geïnformeerd heeft over de alle principes van dit verdrag in de Commissie voor de Binnenlandse Zaken de voor de administratieve Aangelegenheden. De uitvoeringsafspraken zullen, conform het advies van de Raad van State, meegedeeld worden aan het parlement. De minister is bereid zijn medewerking te verlenen aan elk debat hierover.

#### IV. STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2 worden aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1 bij 1 onthouding.

Artikel 3 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

\*  
\* \*

Mme de Bethune s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble du projet de loi parce que le traité confère trop de pouvoirs à l'exécutif, sans aucun contrôle parlementaire digne de ce nom. Comme le Sénat est la première Chambre fédérale pour les matières internationales, il s'agit d'un débat de principe sur la répartition des tâches entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif en matière de traités.

\*  
\* \*

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

*Les rapporteuses,*

Sabine de BETHUNE.  
Annemie VAN de CASTEELE

*Le président,*

Pierre GALAND.

\*  
\* \*

**Le texte adopté par la commission  
est identique au texte  
du projet de loi  
(doc. Sénat, n° 3-1746/1 - 2005/2006)**

Mevrouw de Bethune heeft zich onthouden bij de stemming over het geheel van het wetsontwerp omdat het verdrag te veel bevoegdheden overdraagt aan de uitvoerende macht, zonder noemenswaardige parlementaire controle. Omdat de Senaat de eerste federale Kamer voor internationale aangelegenheden is, is dit een principiële debat over de taakverdeling tussen de uitvoerende en de wetgevende macht inzake verdragen.

\*  
\* \*

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 10 aanwezige leden.

*De rapporteurs,*

Sabine de BETHUNE.  
Annemie VAN de CASTEELE.

*De voorzitter,*

Pierre GALAND.

\*  
\* \*

**De door de commissie aangenomen tekst  
is dezelfde als de tekst  
van het wetsontwerp  
(stuk Senaat, nr. 3-1746/1 - 2005/2006)**